

*\*Le Matin Dimanche*  
04.11.2018

*De Lise Bailat et Florent Quiquerez*

## **«Conseiller fédéral, c'est un job totalitaire, mais il me fait grandir»**

INTERVIEW Un an après son entrée en fonction, Ignazio Cassis se confie sur son style provocateur et son voeu de rester aux Affaires étrangères. Et il venait bien l'élection de deux femmes au gouvernement.

### **Ignazio Cassis, êtes-vous heureux?**

Tout à fait. Je me sens motivé et privilégié d'avoir la possibilité de vivre cette magnifique expérience.

### **Être conseiller fédéral, ça vous épanouit?**

C'est riche et cela vous fait grandir. Acquérir des connaissances m'a toujours porté dans les différents défis que j'ai voulu relever. Je suis curieux et je veux apprendre.

### **Vous êtes donc toujours «l'apprenti» décrit par le patron du PS Christian Levrat?**

J'ai surtout l'impression qu'il a changé de terme dans ses attaques. Mais je pense que je serai apprenti toute ma vie, parce que je ne veux jamais cesser d'apprendre.

### **Comment fait-on pour se ressourcer?**

C'est un job totalitaire. Il n'y a pratiquement plus de vie à côté, juste quelques respirations. J'essaie de passer 24 heures avec ma femme chez nous à Montagnola (TI). Je vais parfois dîner le samedi soir avec des copains. Mais même dans ces moments-là, on n'arrête pas d'être conseiller fédéral. Le regard des autres change, à part celui de la famille proche. Pour beaucoup, je ne suis plus simplement Ignazio, je suis aussi ma fonction. Ça change la vie.

### **Le mélomane que vous êtes a-t-il encore du temps pour la musique?**

Sur ce point-là, je suis totalement déprimé, car je n'y arrive plus. Même durant la journée que je passe avec ma femme, il y a toujours des dossiers que je dois potasser en vue de la séance du Conseil fédéral du mercredi. La préparation commence le vendredi déjà. Il y a 50 ou 60 thèmes à analyser. Cela représente une charge de lecture incroyable, et encore, j'ai réussi à diminuer la longueur des rapports!

### **Ça vous énerve toujours autant les rapports sans fin?**

Oui, et je m'engage de plus en plus pour synthétiser les documents. Il n'y a pas besoin de répéter quatre fois les mêmes choses dans un rapport. C'est mortel. Et puis, les phrases doivent dire quelque chose. Je veux un style de rédaction clair, factuel, pragmatique. Un peu comme ma nature.

**Quelle est l'ambiance au Conseil fédéral? Il est à nouveau rattrapé par des fuites.**  
C'est quelque chose qui m'a agacé dès le départ. À mon arrivée, j'ai dit à mes collègues que je ne comprenais pas qu'ils acceptent que ce qui était discuté au sein du gouvernement puisse se retrouver dans la presse. J'ai soulevé le thème de façon peut-être un peu naïve, mais les fuites sont problématiques, car vous ne savez plus jusqu'où vous pouvez être sincère. On finit par se dire les choses en dehors des séances.

**Vraiment? Mais ça tue le principe même du collègue...**

Ça tue en tout cas le principe de confidentialité qui est fondamental. Pourtant, il n'y a ni ordinateur ni téléphone lors de nos séances. Mais à quoi ça sert, si on lit dans la presse ce qui s'est passé? J'ai même mis ce thème des fuites à l'agenda du groupe «sécurité» du Conseil fédéral. Je voulais que le Service de renseignement de la Confédération nous aide. Mais on ne peut rien faire. Le procureur est intervenu plusieurs fois. Il a rarement trouvé les coupables.

**L'élection de deux conseillères fédérales pourrait-elle amener plus de sérénité?**

On a eu un collègue avec quatre femmes, et je n'ai pas le souvenir d'un Conseil fédéral qui fonctionnait différemment.

**Mais vous êtes favorable à l'élection de deux femmes?**

Absolument. En général dans tous les organes décisionnels, il vaut mieux avoir un équilibre entre hommes et femmes. Après, c'est au Parlement de décider et je suis bien placé pour savoir que le sexe n'est pas le seul critère qui compte.

**Cette course au Conseil fédéral, ça vous rappelle des souvenirs?**

Oh oui, et je suis même un peu jaloux. Je trouve que les médias sont beaucoup plus souples dans leur traitement des candidats, alors que je les ai trouvés assez violents avec moi. Et pendant plus d'un mois d'été, j'étais le seul candidat déclaré.

**Les attaques étaient plus violentes que celles que vous subissez aujourd'hui?**

Bien sûr. Elles portaient sur la personne et pas sur les idées. On a commencé par m'attaquer parce que j'étais président de Curafutura, le lobbyiste diabolique des caisses maladie. Ensuite, parce que j'ai renoncé à mon passeport italien. Et je me demandais quand on allait enfin parler de mes idées.

**Le mot-clé de la campagne, c'était quand même votre «reset».**

Les dernières semaines, oui. Mais avant, j'ai enchaîné les interviews et les portraits, tout seul. Et j'ai toujours essayé de me rendre disponible pour tout le monde.

**C'est votre côté populaire. Vous sentez vous toujours proche du peuple?**

Je passe beaucoup de temps à aller voir les gens dans les régions. Mais franchement, c'est devenu un peu trop pour moi et pour mes collaborateurs. C'est le résultat d'une générosité initiale que je suis en train de payer et qui n'est pas durable. J'ai demandé à tout le monde de serrer les dents encore un moment. Cela dit, j'ai aussi voulu tenir ma promesse et montrer aux Suisses que la politique étrangère, c'est de la politique intérieure.

**Changer de département, ça vous titille?**

Pour une question d'économie des forces, non. J'ai tellement investi durant cette année, en termes d'émotions, de réflexions, de stratégies. Quitter la baraque maintenant serait un signal terrible pour mes collaborateurs. Pour moi, ce serait une frustration. Si mes collègues n'en décident pas autrement, je reste très volontiers ici.

### **Votre style a surpris. Vous dites tout sans filtre. Cela vous vient d'où?**

De mon papa et de ma maman, et de mon éducation. Je suis né dans une famille modeste dans un petit village où l'on se disait les choses concrètement sans trop de diplomatie. Je n'ai jamais eu d'ambassadeur à la maison. C'est moi, c'est mon style. J'aime bien provoquer aussi. Je dis souvent à mes collaborateurs: je ne suis pas un diplomate mais un politicien.

### **Mais un ministre de la diplomatie peut-il vraiment tout dire?**

Dire que je ne suis pas diplomate, que je suis libéral-radical, c'est dire la vérité. Mais je trouve cela drôle: en Romandie surtout, il y a cette croyance qu'il existe une sorte d'espace divin, au-dessus des valeurs, des partis, de la politique; où des anges s'occupent du bien-être du peuple. C'est très romantique. Mais la formule magique est là pour quelque chose. Et l'effort que nous faisons toutes les semaines au Conseil fédéral de nous parler et de trouver des compromis - par la danse de la concordance comme je l'appelle - constitue un vrai travail.

### **En dates**

1961 Naissance le 13 avril à Sessa (TI) de parents italiens.

1996 Nomination au poste de médecin cantonal du Tessin.

2007 Élection au Conseil national sous les couleurs du PLR.

2013 Nomination à la présidence de Curafutura, une faïtière des assurances maladie.

2015 Élection à la présidence du groupe libéral-radical sous la Coupole.

### **Union européenne et Pacte sur la migration: l'heure de vérité**

Les relations avec l'Union européenne figurent parmi les priorités d'Ignazio Cassis. Il estime que la conclusion d'un accord-cadre avec l'UE est désormais «une question de volonté politique». Mais il ne nie pas les difficultés: «Il y a des barrières parce que nous ne voulons pas bouger sur nos lignes rouges, tandis que les autres le veulent.» Il cite le dossier des mesures d'accompagnement. Dans tous les cas, le Tessinois admet aussi que rien ne devrait avancer avant la votation du 25 novembre sur l'autodétermination. «Il y a une volonté de ne pas cumuler les deux débats. Mais nous ne devons pas oublier non plus que les deux gouvernements doivent maintenant prendre des décisions: veulent-ils bouger sur des points essentiels? Cela nécessite toute une série de discussions préliminaires.» Autre dossier chaud du moment aux Affaires étrangères, le Pacte mondial sur la migration de l'ONU. Ignazio Cassis a subi une volée de bois vert en faisant de la ratification de ce document onusien, dont la Suisse est l'un des artisans, un objet politique. Le Tessinois en est fier: «C'est la matérialisation la plus belle de ma devise: la politique extérieure est de la politique intérieure. Quand on parle de documents qui engagent des choix de société, peut-on simplement déléguer cela à des diplomates?» Il indique que le Conseil fédéral, qui a décidé de signer ce Pacte avec des réserves, se penchera sur la position du parlement. Même si cela signifie que la Suisse pourrait devoir prolonger le délai et manquer la signature officielle du Pacte mondial à Marrakech début décembre? «Si nous ne signons pas à Marrakech mais six mois après, ce n'est pas la fin du monde, affirme-t-il. Et si le parlement dit non, c'est la démocratie, il faudra l'accepter.»